

Mexique : L'OPT, une alternative prolétarienne face à la crise des partis politiques

samedi 29 octobre 2011, par [SANCHEZ Edgard](#) (Date de rédaction antérieure : 24 octobre 2011).

Sommaire

- [Vers l'indépendance politique](#)
- [Les débats préparatoires \(...\)](#)
- [Le droit de tendance n'est \(...\)](#)
- [Les solutions démocratiques et](#)
- [Un futur immédiat chargé \(...\)](#)

Les 27 et 28 août dernier a eu lieu le Congrès Constitutif de l'OPT (Organisation Politique du Peuple et des Travailleurs). Une phase de plusieurs mois de préparation s'est ainsi conclue, depuis qu'en octobre 2010, Martín Esparza, secrétaire général du SME (Syndicat Mexicain des Électriciens) ait rendu publique, devant les plus de 50.000 personnes assistant au meeting du Stade Aztèque, la proposition de constituer ce que l'on appelait alors un rassemblement politique national. Une nouvelle phase de consolidation, d'affiliation et d'organisation a été initiée à partir du Congrès, alors que se poursuit la lutte de résistance du SME et l'appel plus large en vue d'organiser les indignés mexicains contre la politique néolibérale et policière du régime actuel.

Le Congrès de l'OPT a été célébré dans les installations du SME et a pu compter sur la présence de 956 délégués accrédités le samedi 27, parmi lesquels 300 provenaient de l'élection des travailleurs électriciens, alors que le dimanche ce sont plus de 1100 délégués qui ont été enregistrés, lors de la présentation publique de l'OPT sur le Zócalo de la Ville de Mexico.

L'initiative de construire l'OPT venant du SME, qui n'est organisé que dans le centre du pays (là où était implantée l'entreprise Luz y Fuerza del Centro, avec laquelle ce dernier avait des relations contractuelles) il est significatif que des délégués de 22 états de la République aient répondu présent à l'appel, parmi lesquels certain provenant d'états très éloignés de la Ville de Mexico. En plus du District Fédéral, les délégués provenaient des états du Chiapas, de Oaxaca, de Guerrero, de Puebla, d'Aguascalientes, du Michoacán, de Sonora, de Chihuahua, de Zacatecas, de Morelos, de Jalisco, de Sinaloa, de San Luis Potosí, de l'État de Mexico, d'Hidalgo, de Guanajuato, de Durango, de Basse Californie, de Querétaro, de Tlaxcala et de Nayarit.

Vers l'indépendance politique de la classe travailleuse

La nouveauté que représente l'OPT est fréquemment soulignée, face à la crise du système des partis politiques au Mexique, et particulièrement face à l'usure et à la fin de cycle auxquels font face certain, qui se considéraient comme les seuls représentants de la gauche. L'importance de l'apparition de l'OPT va au-delà du simple effort d'organisation politique et au-delà d'un regroupement des forces de la gauche socialiste, tel que certain d'entre nous le proposait il y a

quelques années, après la chute du mur de Berlin. L'importance centrale provient du fait que l'OPT trouve son origine dans un appel du secteur le plus combatif de la classe ouvrière mexicaine, à savoir les électriciens du SME, engagés dans une lutte de résistance contre la privatisation du secteur énergétique et le démantèlement de l'entreprise Luz y Fuerza del Centro. Cette initiative est significative en premier lieu parce que la proposition est un appel à passer de la lutte corporative, c'est-à-dire syndicale ou liée spécifiquement au travail, à la lutte sur le terrain politique. A disputer le pouvoir, à disputer la nation, pour reprendre les termes fréquemment employés lors de discours, par les dirigeants du SME. En deuxième lieu, il est remarquable que l'appel vise à créer une organisation politique des travailleurs, ayant comme base la force syndicale que représente le SME, mais dont le but est d'inclure d'autres forces du mouvement ouvrier, syndicale et populaire. « Venez, venez, ici se construit le mouvement ouvrier » est la consigne la plus fréquemment utilisée par les électriciens au cours des assemblées de l'OPT.

L'initiative de construire une organisation politique du peuple travailleur vise à combler un vide historique au Mexique : le manque d'indépendance politique de la classe travailleuse qui n'a jamais pu compter avec une représentation propre, un parti propre, ayant été historiquement liée de manière corporative, au moyen de l'affiliation massive et obligatoire des syndicats au PRI, à un parti bourgeois, donc défenseur du système capitaliste. Dès le début, nous avons souligné que l'importance de l'initiative du SME réside dans le fait qu'elle vise à la création, de ce que l'on nomme en faisant référence à l'expérience internationale du mouvement ouvrier, un parti des travailleurs [1].

Il est vrai qu'il a toujours existé des organisations de la gauche socialiste se revendiquant des intérêts de la classe travailleuse, parmi lesquelles le PRT ainsi que d'autres, mais avec l'OPT l'on se situe au-delà d'un simple regroupement de la gauche, en visant à la construction d'un parti large des travailleurs, autrement dit un parti de la classe travailleuse qui offre une alternative propre aux travailleurs d'autres syndicats, qui se trouvent aujourd'hui prisonnier du corporativisme et liés au PRI.

Il est vrai que l'OPT ne fait pas son apparition à un moment de montée et de triomphe de la classe ouvrière, et qu'elle n'organise pas la majorité de la classe travailleuse. La force syndicale du SME, qui poursuit la résistance, regroupe environ 16.000 des plus de 40.000 travailleurs licenciés en octobre 2009, mais elle représente une force significative, un exemple et un pôle d'attraction pour des travailleurs d'autres syndicats, comme par exemple le magistère ou les mineurs. Mais il ne s'agit pas non plus d'un mouvement en déroute, malgré le fait qu'il n'ait pas été possible de revenir complètement à la situation antérieure à celle du coup, qu'ont représenté ces licenciements massifs.

Ce qui est véritablement significatif, c'est que la lutte du SME est une référence et représente la colonne vertébrale des résistances, qui malgré tout, se poursuivent contre la politique néolibérale et de militarisation du régime actuel. Même si l'OPT ne fait pas son apparition à un moment de montée et de triomphe du mouvement ouvrier, sa naissance à l'initiative de la direction du SME, qui est à la tête de la résistance actuelle, influe sur son contenu politique. Le PT brésilien, qui surgit à l'initiative de forces syndicales, comme celle des métallurgistes, naît au milieu de certaines luttes victorieuses, mais son arrivée au gouvernement lui imprime un tournant social-libéral, d'administration du capitalisme néolibéral. Il est évident que de nombreux éléments politiques font que les conditions d'origines ne sont pas déterminantes pour l'évolution, dans un sens ou dans un autre, d'une organisation de cette nature. Mais dans tous les cas, le processus de radicalisation et de confrontation avec les secteurs les plus réactionnaires, privatisateurs et pro capitaliste, représentés par le Calderonisme, contre lesquelles le SME a dû mener la bataille jusqu'à aboutir à la création de l'OPT, laissent peu de marges ou d'illusion sur les politiques conciliatrices, aujourd'hui hégémoniques dans la gauche institutionnelles (comme par exemple les alliances entre le PRD et le PAN, ou la recherche de gouvernement de coalition avec la droite).

Les débats préparatoires de l'OPT

Une fois rendue publique la proposition de l'OPT, une importante discussion sur le contenu, la portée, le caractère et le programme de l'organisation de ce projet, a eu lieu durant les mois qui ont précédés le Congrès. Cela a été rendu possible grâce au fait que la proposition ait été reçue de manière favorable par de nombreuses et nombreux camarades, au-delà du SME, par des militants venant d'autres luttes et organisations sociales, syndicales et politiques. Le projet a été embrassé par des militants de divers courants de pensées de la gauche mexicaine, ce qui reflète son succès et ses potentialités.

Comme militants du courant politique représenté par le PRT, nous avons également salué cette initiative et participé aux débats qui visaient à définir le contenu et le caractère de l'OPT en construction. De fait, le XII^e Congrès National du PRT qui s'est déroulé en août de l'année dernière a abordé ce thème dans sa résolution intitulée « voies pour la construction d'un parti révolutionnaire ». Lors de l'annonce de la proposition, par Martín Esparza, dans le Stade Aztèque, nous avons salué l'initiative tout en présentant nos opinions. Lorsqu'en décembre, les premiers textes écrits relatif à la constitution de ce que l'on appelait encore à ce moment l'APN ont commencé à être présentés, le camarade Guillermo Almeyra a présenté des observations critiques que nous partageons. [2]

Le Congrès, dont les travaux ont été organisés en quatre tables de travail (Principes, Programme, Statuts, Plan d'action) a vu apparaître de nombreuses propositions et observations qui ont enrichies ses discussions, il me semble cependant que trois grands thèmes s'en détachent :

- 1.- Le caractère de l'OPT et son rapport avec une perspective de libération nationale ou sa définition comme proposition anticapitaliste et socialiste.
- 2.- La position de l'OPT face aux processus électoraux dans le système électoral actuel, et les perspectives politiques face aux élections de 2012.
- 3.- Le droit de tendance dans l'organisation démocratique de l'OPT.

Dans les premiers textes présentés comme projets en vue de la fondation de l'OPT, qui n'ont pas été élaborés par les camarades du SME, est apparue la proposition de la lutte pour la libération nationale comme perspective stratégique de l'OPT, qui renvoie à d'anciennes discussions dans la gauche. Dans le passé, certains argumentèrent que cette perspective était une première étape de lutte, qui était historiquement séparée de la perspective socialiste, en arguant que la première tâche étant de parvenir à la libération nationale des nations opprimées par l'impérialisme, et d'obtenir satisfaction sur la question des demandes démocratiques et anti-impérialistes, qui n'auraient pas, à ce moment là un caractère socialiste, une alliance avec une supposée bourgeoisie nationale disposée à s'affronter à l'impérialisme - impliquant la subordination programmatique - était nécessaire.

La réalité est que le processus de développement du capitalisme a vu croître une bourgeoisie mexicaine subordonnée et associée au capital étranger et aux intérêts impérialistes, sans qu'il existe des secteurs importants de cette dernière qui soient disposés à s'opposer et à lutter contre ses intérêts. Pour cela, autolimiter et subordonner la lutte du peuple travailleur à la bourgeoisie et à son programme serait une erreur, cela fait d'autant plus ressortir l'importance de construire l'OPT sur la base de l'indépendance politique et d'une organisation propre du peuple travailleur. Au Mexique, la consolidation de l'oligarchie au pouvoir avec le développement du néolibéralisme au cours des dernières décennies, montre clairement l'interrelation existante entre les intérêts de l'impérialisme et cette oligarchie contre laquelle nous luttons aujourd'hui.

Après une intense discussion faite d'éclaircissements et de précisions au cours des derniers mois, les camarades qui projetaient la perspective de libération nationale comme stratégie, affirment qu'ils ne soutiennent pas l'idée de deux étapes historiquement séparées, et qu'ils ne prétendent pas limiter la perspective de lutte au seul néolibéralisme, car ils considèrent que ce dernier est la forme que prend le capitalisme aujourd'hui, et qu'ils ne proposent pas non-plus une alliance subordonnée avec un quelconque secteur de la bourgeoisie. Si cela est le cas, et qu'il est possible de le préciser par écrit dans les textes votés au Congrès, il semblerait que, grâce aux discussions, les différences se sont atténuées et que les positions se rapprochent. Si tel est le cas, il conviendrait cependant de préciser que si le capitalisme contemporain prend la forme du néolibéralisme et adopte ses recettes, l'opposition au néolibéralisme n'est pas nécessairement anticapitaliste. De fait, il est évident qu'il existe des courants politiques qui s'assument comme anti-néolibéraux sans être anticapitalistes, et qui pensent, de manière illusoire, qu'il est possible « d'humaniser » le capitalisme. La nouvelle oligarchie qui a surgie portée par le néolibéralisme et par des méthodes mafieuses de rapine et de violence, a dans les faits déplacé du pouvoir d'autres secteurs de la bourgeoisie, qui souffrent aujourd'hui des conséquences du néolibéralisme, et qui constituent la base objective des positions nostalgiques vis-à-vis de la phase antérieure du capitalisme, marquée par ce que l'on a appelé l'État bienfaiteur, la politique étatique mais aussi par le corporatisme, la démagogie populiste et l'anti-démocratie.

Il est probable qu'en certaines occasions, nous coïncidions dans la lutte contre certains aspects du néolibéralisme avec des courants ou des secteurs de la bourgeoisie déplacés par l'oligarchie, mais cela ne nous oblige en rien à limiter notre perspective de lutte, comme eux au seul néolibéralisme, au contraire nous devons maintenir notre proposition comme anticapitaliste, précisément parce que nous savons que la réalité actuelle du capitalisme est néolibérale.

Il semble qu'en ce qui concerne ce débat au sein de l'OPT, il y ait une confusion entre d'un côté les tâches liées à la lutte contre l'oligarchie et le système, et de l'autre le caractère de la nouvelle organisation que nous sommes entrain de construire. Il est vrai que les gouvernements vendus à l'oligarchie rendent l'anti-impérialisme et la défense de la souveraineté nationale d'actualité, (la lutte contre le TLC, contre les privatisations favorisant les entreprises impérialistes, contre le plan Mérida et la « guerre contre le narcotrafic » de FECAL, contre la présence d'agents et de policiers étrangers, et pour la défense du pétrole sont quelques-uns des exemples qui en font ressortir l'actualité et la nécessité) et que cela favorise à certains moments des convergences dans la lutte avec d'autres secteurs sociaux, car il est vrai que le néolibéralisme travaille pour une extrême minorité et frappe aussi certains secteurs du patronat et de la bourgeoisie.

Mais la création éventuelle de fronts ou l'apparition de convergences dans la lutte contre le néolibéralisme, n'élimine pas la nécessité de pouvoir compter avec une organisation indépendante des travailleurs. Pour cette raison, nous affirmons que l'OPT est l'organisation, le parti, des travailleurs. Dans la lutte, nous pouvons constituer un front avec d'autres secteurs sociaux. Mais ces secteurs ne font pas partie du parti des travailleurs, et le programme de ce dernier ne s'autolimité pas à celui d'un parti pluri-classiste. Il ne s'agit pas d'un parti de libération nationale, qui implique un programme pluri-classiste, bien qu'étant anti-impérialiste, mais il s'agit d'un parti des travailleurs, doté d'une perspective anticapitaliste, même si dans la lutte immédiate, il peut coïncider avec d'autres secteurs se limitant à la lutte contre le néolibéralisme. Pour cela, nous faisons la distinction entre les tâches anti-impérialistes, pour lesquelles nous pouvons coïncider avec d'autres, du caractère propre d'un parti des travailleurs. Il s'agit ici de la « nouveauté » que constitue la proposition du SME : la création d'une organisation propre des travailleurs. Il ne s'agit pas de répéter l'expérience d'autres partis politiques qui se disent de gauche, mais dont le programme est seulement anti-néolibéral ou qui comporte certains traits anti-impérialistes, ou alors de revenir à une certaine vision de la libération nationale qui provient du nationalisme révolutionnaire, tel que le

revendiquait le vieux priisme et le cardenisme. Nous insistons : la nouveauté de la proposition du SME est de lutter pour la création d'une organisation politique de type partidaire, propre aux travailleurs, et dont la naissance trouve son origine dans la lutte du SME contre la politique néolibérale de l'oligarchie au pouvoir, au bénéfice d'une minorité capitaliste. Il s'agit donc d'une lutte anticapitaliste.

Au cours de la discussion qui a eu lieu ces derniers mois, certains camarades ont critiqués avec raison le fait que les propositions de programmes comportent autant « d'appels du pied » à certains secteurs du patronat, comme si nous voulions en représenter le programme et les intérêts. Bien qu'il soit évident qu'aucun secteur du patronat, ou de la bourgeoisie déplacée, ne manifesterait d'intérêt à militer au sein de l'OPT, l'obsession d'inclure dans le programme d'un parti des travailleurs ses « appels du pied » au patronat, ou au contraire de n' inclure aucune définitions anticapitaliste dans un parti de gauche, représente un effort vain qui non-seulement n'attirera pas la bourgeoisie, mais qui, agissant dans l'attente de cette dernière, lui réserve une place « pour le cas où », tout en lui faisant des concessions dans le programme et dans la définition de l'organisation. Dans cette logique, se définir comme un parti pour la libération nationale en lieu et place d'un parti anticapitaliste des travailleurs luttant pour le socialisme à été perçu comme étant plus attractif (même si ce dernier doit entreprendre des tâches anti-impérialistes).

Nous disons fréquemment que nous ne voulons pas d'un nouveau PRD, mais si nous en restions à une définition de l'OPT comme un parti anti-néolibéral ou de libération nationale, nous en resterions au même horizon stratégique. Il faut revendiquer le sens original de la proposition des camarades du SME. Et cela ne signifie pas ne pas faire front avec d'autres, avec qui nous pouvons coïncider sur des positions anti-néolibérales, sans pour autant qu'ils soient anticapitalistes. Par exemple, au cours de la lutte contre la privatisation de l'industrie électrique, le SME a pu obtenir le soutien d'une personne comme Manuel Bartlett. Il était juste d'accepter cet appui qui a réellement aidé le SME dans sa lutte. Cela ne signifie pas pour autant, que dans la nouvelle OPT, des personnes comme Bartlett seront des camarades de parti. Dans la lutte en défense du pétrole, nous avons pu coïncider avec AMLO, comme très certainement nous coïncidons avec lui sur d'autres terrains, comme dans le cas de la lutte contre l'oligarchie, qu'il nomme « La Mafia », mais cela ne signifie pas qu'il y ait des illusions sur le fait qu'il puisse être militant de la nouvelle organisation politique qu'est l'OPT. Il n'est pas nécessaire que nous fassions des concessions dans le programme, que par ailleurs personne ne nous demande, comme si nous gardions libre la chaise de secteurs sociaux qui ne sont pas représentatifs de la classe travailleuse, et qui de toute façon ne viendront pas à ce parti. Les partis pluri-classiste et anti-néolibéraux n'ont pas manqués et leur échec est évident. La proposition du SME est différente, revendiquons-là.

Le droit de tendance n'est pas comparable aux « tribus », et aux groupes d'intérêts des « caudillos »

Comme nous l'avons dit, l'appel du SME à construire l'OPT a rencontré un premier succès avec l'importante réponse favorable qu'il a reçu dans les rangs de la gauche, au-delà des files du SME. La nécessité de construire une organisation au fonctionnement démocratique exemplaire ne répond pas à une simple exigence morale et abstraite, mais à une nécessité objective, en vue d'assurer l'unité et un fonctionnement efficace de la nouvelle organisation. Dans ce projet confluent des militants d'organisations et de courants politique, d'origines très diverses. Il ne s'agit pas d'une décision de caractère corporative, mais de parvenir à gagner l'adhésion consciente de chaque militants, sans avoir à faire appel à une discipline venue d'en haut. Cela signifie que l'intégration militante à l'OPT sera celle de personnes nécessairement critiques, et non pas d'affiliation inconsciente. Dans ces circonstances, la discussion et la réflexion propre seront naturelles parmi les intégrants de

l'organisation, comme cela a été le cas dans la période de préparation antérieure. Dans notre organisation, la discussion, la reconnaissance et le respect des différences ne doivent en aucun cas être vu comme des obstacles ou considérer comme des actes de sabotages, mais comme des éléments naturels de l'organisation politique de la classe travailleuse, et d'une organisation radicale dans sa critique de la société et des valeurs bourgeoises, parmi lesquelles la prétention du néolibéralisme a imposé la « pensée unique » et l'uniformisation de la pensée et des valeurs. Au contraire, nous devons défendre le droit à la différence et à la diversité. Pour y parvenir, un fonctionnement démocratique est nécessaire.

Le fonctionnement démocratique et le respect de la diversité, qui doivent devenir des réalités au sein de l'organisation, ne peut pas se limiter à la reconnaissance des majorités et des minorités sur chaque sujet particulier, mais doit se traduire dans les faits, par le droit de s'organiser en tendance politique de pensées et de propositions, qui permette à chacun de défendre ses positions et d'essayer de convaincre les autres intégrants de l'organisation du bien fondé de ces dernières, au cours de discussions loyales et démocratiques. Doit également être garanti le fait que si au cours d'une discussion les arguments d'un courant n'ont pas convaincu la majorité, cela n'implique pas l'exclusion de l'organisation de ce dernier, ni la suppression du point de vue en question. Si le droit à la critique et à l'autocritique sont reconnus, cela signifie que si à un moment donné une proposition n'a pas convaincu la majorité, mais que la proposition retenue s'est révélée être mauvaise et ne pas fonctionner, il est possible de corriger cette erreur et d'écouter nouvellement la proposition minoritaire.

Dans la situation actuelle, et malgré la discussion qui s'est déroulée, il a été admis que la réflexion et le débat sur certains thèmes devra être poursuivi après la fondation de l'organisation. Il a également été admis que certaines idées qui n'ont pas reçu l'approbation de la majorité ne devaient pas pour autant être évacuées, et que ceux qui les défendaient ne devaient pas être exclus.

Pour toutes ces raisons, le droit de tendance doit être garanti dans la nouvelle organisation. Une tendance est un regroupement de camarades, tous intégrants de l'organisation, autour d'un projet ou d'une proposition politique. C'est un courant de pensée politique qui peut être temporaire, mais qui bénéficie de la garantie d'être reconnu et respecté, sans que ses intégrants ne doivent défendre leurs postures de manière clandestine, ce qui, quand c'est le cas, donne lieu à l'émergence de groupement sans principes politiques, qui fonctionnent sur la base de la loyauté personnelle envers des personnages ou des « caudillos ». Il est préférable de permettre l'expression libre d'un courant d'opinion, afin que ce dernier puisse exposer ses propositions politiques, et les raisons d'être du regroupement devant l'organisation.

Lorsque la proposition de garantir le droit de tendance a été formulée, certains camarades de l'OPT s'y sont opposés, les assimilant aux expériences des « courants » au sein du PRD. A nouveau c'est exprimée l'idée légitime que la nouvelle organisation ne doit pas être un nouveau PRD. Bien que correcte, cette préoccupation reflète la confusion présente dans l'esprit de certain camarade, principalement chez ceux ayant vécu l'expérience du PRD. Le principal défaut du PRD est assimilé à l'existence de ce que l'on appelle les « tribus ». Dans la réalité, le problème principal du PRD n'est pas dû à l'existence de courants, mais au caractère propre qui a été imprimé à ce parti dès sa fondation. Les « tribus » sont une conséquence provenant du caractère propre de cette organisation, et non-pas la cause en soit de son évolution et de sa dégradation. Même les militants fondateurs du PRD venant de la gauche socialiste ont acceptés d'abandonner leurs perspectives, en se ralliant au programme d'un parti de la « révolution démocratique » qui se traduisait dans la lutte pour l'alternance gouvernementale. L'adoption de cette position les ont amenés à abandonner et à dissoudre leurs propres organisations. Mais si l'objectif est l'alternance gouvernementale, dans le but de démontrer qu'une fois au gouvernement, l'instabilité et les crises disparaissent au profit d'une administration honnête et courageuse (même si dans la pratique tel n'a pas toujours été le

cas) l'objectif se transforme en l'obtention d'un nombre supérieur de voix et de charges gouvernementales, pour administrer l'appareil étatique et non-pas pour transformer la réalité actuelle. Les « tribus » surgissent donc dans le but de lutter pour ces charges et candidatures, ainsi que pour les privilèges matériels qu'elles représentent, et non-pas pour la défense d'un projet politique à moyen terme. C'est pour cela, et malgré le fait qu'au moment de la fondation du PRD, des partis entiers avec des trajectoires historiques, ont décidés de se dissoudre pour s'intégrer à la nouvelle organisation, que les « tribus » sont apparues comme groupe d'intérêt, luttant pour les postes à pourvoir au sein d'un parti centré sur l'objectif de l'alternance dans l'administration. La confusion réside également dans le fait de penser que le droit de tendance est prévu pour des courants du type de ceux présents dans le PRD.

En réalité, ces derniers ne sont pas des courants politiques dans le sens de regroupement organisés autour d'idées et propositions, mais des groupes d'intérêts, des « tribus », sans principes. Ce n'est pas pour ce type de groupes d'intérêts que nous proposons de garantir le droit de tendance au sein de la nouvelle organisation. Dans le cas de l'OPT, nous affirmions avant le congrès, que la reconnaissance de ce droit est encore plus fondamentale. Pas seulement pour le fait objectif, que des courants historiques de nature diverses de la gauche mexicaine ont répondu favorablement, certains pour la première fois, à la proposition émanant du SME, de se rassembler autour d'un projet partidaire commun. Les tendances politiques au sein de l'OPT ne représentent pas une proposition pour le futur, mais une réalité déjà présente au cours du processus de construction, dans lequel nous avons conflué et travaillé ensemble. Il serait naïf de penser que ces courants historiques vont disparaître du jour au lendemain, après la fin de semaine du 27 et 28 août, lorsqu'ils auront démontré qu'ils sont capables de travailler ensemble à un nouveau projet comme celui de l'OPT et, de parvenir à la fondation de la nouvelle organisation grâce à l'impulsion des travailleurs du SME.

Il faut de plus signaler que le droit de tendance n'est pas une obsession ou une proposition exclusivement trotskyste, mais une conception qui fait partie des meilleures traditions de lutte démocratique du mouvement ouvrier mexicain. Depuis la consolidation du « charrismo » syndical, la lutte pour la démocratie syndicale est une demande permanente du mouvement ouvrier. L'apparition de courants et de tendances politiques dans les syndicats, luttant contre le monopole des « charros », contre la clause d'exclusion et contre l'affiliation forcée au PRI sont autant d'expressions de cette lutte. Beaucoup de travailleurs qui intègrent l'OPT proviennent déjà d'expériences de courants syndicaux démocratiques comme ceux du magistère ou des syndicats universitaires. Le meilleur exemple de fonctionnement démocratique provient du SME lui-même, où il était habituel, lors de l'élection annuelle des membres du Comité Central, que le Secrétaire Général et le Secrétaire de l'Extérieur proviennent de courants syndicaux différents. C'est cette tradition démocratique du SME lui-même que nous devons maintenir dans l'OPT, et non-pas celle du monolithisme des « charros ». Il convient de rappeler ici que, opposés à tout corporatisme, les dirigeants du SME qui assument la responsabilité de créer l'OPT, le font comme intégrants du courant « 11 octobre », et non-pas officiellement au nom du syndicat.

Les solutions démocratiques et inclusives adoptées par le Congrès de l'OPT

Les opinions différentes ont pu s'exprimer durant les travaux du Congrès constitutif de l'OPT. La réalisation et les conclusions du Congrès démontrent la validité et l'utilité d'un fonctionnement démocratique, qui permette l'expression de toutes les opinions, ainsi que leur mise à discussion. Il existe une culture politique imposée par des décennies de fonctionnement anti-démocratique priiste, enracinée tant dans les sommets de la gauche institutionnelle qu'au sein du « charrismo » syndical, qui avec fréquence se transmet à la manière de penser des activistes et des militants de base du mouvement, qui de manière erronée identifient la discussion démocratique des idées à une

« bagarre » ou à un affrontement divisionniste, et qui crient pour s'opposer à la discussion en formulant des consignes abstraites appelant à l'action ou à la pratique, y compris au cours d'assemblées dont le but est précisément de pouvoir discuter en vue de parvenir à des accords pour l'action ou l'organisation. La libre discussion ne peut pas être assimilée à la division, cette dernière, tout comme le débat d'idées, est nécessaire à la clarification des positions.

Le Congrès a décidé de rassembler dans les conclusions des groupes de travail, toutes les positions s'étant exprimées, signalant les différences lorsque celle-ci apparaissaient, à ce moment là, insurmontables. Comme nous l'avons indiqué, la discussion sur la libération nationale et l'anticapitalisme, est parvenu à clarifier et à rapprocher les positions en présences. Il est certain que ces positions iront en se clarifiant davantage dans la pratique.

Dans le communiqué de presse postérieur au Congrès, le camarade Humberto Montes de Oca, Secrétaire de l'Extérieur du SME a résumé la fondation de l'OPT en employant les termes suivants : « *Face à l'inexistence d'une organisation politique de gauche représentative du peuple travailleur, il est indispensable que nous organisons une nouvelle force issue directement des mouvements sociaux, dotée d'un projet clairement classiste, populaire et de gauche, afin de combattre dès maintenant avec efficacité et sans attendre les « temps politiques » imposés par le système lui-même, le régime oligarchique et ses associés* ». [3]

Précisant les contours de l'OPT, Montes de Oca ajoute : « *Notre mouvement ne mettra pas en avant des définitions idéologiques dogmatique et ne s'alignera pas sur un courant de pensée déterminé de gauche. Cependant, toutes les composantes de notre plateforme démocratique-nationale mettront l'accent sur la remise en question du système capitaliste et des nouvelles formes de colonialisme qu'il a engendré. Dans ce contexte, nous assumerons nos tâches internationalistes et de fraternisation avec les peuples de Notre Amérique ainsi qu'avec les classes laborieuses et peuples du monde* ». [4] Concernant la question électorale, il a été décidé de ne pas la trancher lors du Congrès fondateur du mois d'août, mais de la traiter en profondeur lors d'un congrès postérieur qui se réalisera au mois de mars de l'année prochaine. Il est cependant apparu, au cours des débats, que l'opinion faisant consensus est celle qui admet la possibilité de participer aux processus électoraux institutionnels, en en fixant les formes et modalités à chaque échéance, et que les courants qui, au début de l'année, défendait le principe de non participation à ces derniers ont finalement décidé de ne pas se joindre à la constitution de l'OPT.

Sur ce que nous appelons le « droit de tendance », et qui au cours de la discussion a été nommé le « droit aux courants politiques », la résolution est également intéressante. « Pour ce qui est des points qui ont suscités d'amples discussions, comme le droit de former des courants d'opinions internes, il a été décidé de poursuivre la discussion et d'adopter une position définitive lors du prochain Congrès qui se réalisera au mois de mars de l'année prochaine ». « La tactique électorale pour 2012 sera également débattue à cette occasion », résume Montes de Oca dans le communiqué de presse mentionné précédemment.

Dans les faits, la résolution va plus loin, même si la proposition de reconnaissance explicite du droit de tendance que nous avons présentée lors du Congrès n'a pas été retenue, puisqu'a été ôté du projet de statut l'article qui interdisait l'existence de courants, de même que celui qui rendait obligatoire la dissolution des organisations désireuses d'intégrer l'OPT. Au contraire, l'article 39 des statuts reconnaît explicitement que : « *La Commission Exécutive Nationale est l'organe exécutif du Conseil National de l'Organisation, et est à ce titre chargée de garantir, en tout temps, la gouvernabilité de l'Organisation et son caractère pluraliste dans lequel convergent, dès sa fondation, plusieurs traditions de lutte qui enrichissent notre vie démocratique, et notre vision collective* ».

De plus, l'accord n'est pas qu'un simple article statutaire, mais une pratique concrète intégrée au processus constitutif de l'OPT, puisque le Conseil National et postérieurement la Commission Exécutive Nationale seront intégrées de manière pluraliste et seront le reflet des différentes traditions de luttes et cultures politiques qui ont confluées et répondues à l'appel venant du SME. De fait, les organisations se rassemblant dans l'OPT, se présentent de manière publique lors des réunions de travail ou assemblées, certaines le faisant même en déployant leurs propres banderoles, comme c'est le cas du MLN, ou en soulignant systématiquement l'origine politique d'une proposition, salutation ou contribution. Les organes de direction, en plus de compter avec une présence déterminante de camarades provenant du SME, ont été intégrés par des militants venant de traditions politique très diverses comme le MLN, l'OST, le PRT, le PPS, REDIR-PRD ou Rumbo Proletario, entre autre, auquel il faut ajouter des camarades provenant de nombreux mouvements et organisations sociales actuellement en lutte. [5]

Paraphrasant le camarade Guillermo Almeyra, nous pouvons dire que l'OPT est un parti large, une organisation anticapitaliste des travailleurs et de leurs organisations. [6]

Dans ce sens, l'OPT et sa dynamique de fonctionnement, avec ses organes de direction, avec le début du processus d'affiliation et d'organisation de base, entretient la même relation avec les courants politiques que celle qui prévalait avant le Congrès. Si cette pratique est maintenue, peut-être sera-t-il inutile d'insister sur la reconnaissance explicite du droit de tendance, lors du prochain Congrès. Après avoir résolu, de manière inclusive, les thèmes politiques en débats les seules questions soumises au vote furent celles qui concernaient le nom et le slogan de l'organisation. En ce qui concerne le nom, la proposition de Martín Esparza : OPT, pour Organisation du Peuple et des Travailleurs a été approuvée à une écrasante majorité. La votation sur le choix du slogan a dû trancher entre deux propositions, la première : « Libération nationale et socialisme », et la seconde : « Libération nationale et émancipation sociale ». Au final 171 votes se sont portés sur la première proposition, alors que la seconde en récoltait 281. La conciliation entre les perspectives de libération nationale et de socialisme, s'exprimait en réalité au travers des deux propositions, puisque dès avant le début du Congrès le concept d'émancipation sociale était utilisé pour nommer le processus de rupture révolutionnaire visé par le socialisme. En votant pour l'option « socialisme », nous avons fait le choix d'appeler les choses par leurs noms, et de ne pas céder au chantage et à la honte face au discours qui, depuis la chute de l'Union Soviétique, voudrait nous voir occulter notre nom, par peur du discrédit, duquel nous sommes étranger, qui a été jeté sur un projet et une idée. Le socialisme pour lequel nous luttons n'est pas celui supposément « existant ». Il est cependant évident que le concept d'émancipation sociale n'est pas contradictoire avec notre proposition socialiste, et qu'en plus, comme la montre la votation, il fait historiquement partie des traditions venant de l'anarchosyndicalisme et du syndicalisme de lutte dans notre pays.

Un futur immédiat chargé de défis

Si l'OPT a négocié avec succès sa constitution, elle a devant elle d'importants défis politiques. L'intégration a été politiquement inclusive. Elle doit maintenant consolider sa base sociale et l'étendre aux militants de nouveaux mouvements sociaux en lutte. L'affiliation et l'organisation de base est impulsée par la coordination et la direction centrale de l'OPT et il ne pourrait pas en être autrement. De nombreuses initiatives vont apparaître pour organiser la militance de l'OPT, d'abord territorialement, mais aussi par secteurs de lutte, depuis les initiatives syndicales qui visent à impulser la création d'une centrale unitaire des travailleurs, les initiatives en direction du mouvement étudiant, de la paysannerie ou en lien avec le mouvement des femmes. Les efforts unitaires s'inscrivent dans une perspective plus large, et visent une logique de front large de lutte et d'opposition, anti néolibéral, qui pourrait également s'articuler avec les indignés mexicains.

Dans le cadre de la crise de l'ensemble du système des partis politiques au Mexique, l'OPT apparaît comme une alternative prolétarienne très prometteuse mais qui fait face à de nombreux défis et difficultés. Son futur est lié au sort du mouvement ouvrier en lutte aujourd'hui, et en premier lieu du SME lui-même.

Depuis le Congrès Extraordinaire du PRT, tenu en juillet 2009, nous affirmons que nous sommes entrés dans une phase de la crise politique qui verrait une réorganisation de l'ensemble des forces politiques, « *nous sommes à la veille d'un réajustement, d'une réorganisation ou d'une recomposition du scénario politico-électoral et partidaire, semblable à celui de 1976 ou 1988* » [7]. Un an après, lors du XII^e Congrès Ordinaire, nous ajoutons qu'« au cours de cette réorganisation, peuvent surgir ou disparaître - pratiquement ou virtuellement - de nouvelles formations ou partis politiques, comme cela a été le cas lors de crises ou de processus de réorganisation antérieurs. La formation de l'OPT en août dernier est une confirmation de l'existence de cette crise, au cours de laquelle apparaîtront ou disparaîtront des partis. De son côté, López Obrador, a appelé à transformer MORENA en association civile, ce qui représente probablement un pas supplémentaire vers la formation d'un nouveau parti politique, comme le suggère la convocation au Congrès de MORENA prévu en novembre 2012, soit après les élections.

La fin de cycle du PRD se poursuit avec ce nouveau pas de López Obrador. Mais ce qui apparaît aujourd'hui intéressant chez MORENA, comme front d'opposition ou comme bloc social alternatif, se transformera demain en une réédition d'un parti pluri-classiste anti néolibéral. C'est dans ce contexte que l'apparition de l'OPT se distingue par son caractère de classe, comme un parti large des travailleurs, qui devra maintenant affiner ses positions pour faire partie d'un large bloc social d'opposition à l'oligarchie, à un moment crucial où apparaît la possibilité d'expulser la mafia néolibérale du gouvernement.

Inéluctablement, l'OPT devra faire face très bientôt, et peut-être avant l'échéance fixée par le Congrès fondateur, à un défi qui est celui de sa position face à la succession présidentielle, dans un contexte de décomposition sociale et politique, marqué par la violence imposée par la stratégie de militarisation du gouvernement de Calderón et sa prétendue « guerre au narco trafic ». Il faudra aussi probablement attendre que soit résolue la phase actuelle de la lutte du SME, à savoir la recherche d'une solution en vue de la réinsertion professionnelle des camarades ayant soutenu la résistance ces dernières années, avant d'adopter des résolutions précises à ce sujet, mais il me semble cependant que celle-ci ne pourront pas être substituées par un appel abstrait à un « candidat unique ». Unique, entre qui ? Il n'est pas possible de soutenir la comparaison ou de mettre sur un pied d'égalité les diverses options politiques et les pré-candidatures en lice aujourd'hui, en attendant simplement de voir qui « est le mieux placé ».

La définition de l'OPT ne doit pas s'établir dans une logique de marketing, mais sur la base de critères politiques, en fonction de ce que chaque option représente et des possibilités politiques dont elles sont porteuses. Marcelo Ebrard ou López Obrador ne représentent par exemple pas la même chose. Dans la perspective d'expulser du gouvernement les néolibéraux responsables de ce désastre, à savoir les représentants de l'oligarchie contre laquelle nous luttons, qu'ils soient du PAN ou du PRI, et les possibilités réelles de confrontation, il ne revient pas au même d'établir quel type d'alliance rend cela possible que de lancer une candidature sauvage, de témoignage ou de propagande - y compris de notre propre organisation- qui à un autre moment pourrait être utile, mais certainement pas dans la conjoncture actuelle de crise et de confrontation, comme celle que nous traversons actuellement.

L'OPT parviendra certainement, comme elle l'a démontré lors de son Congrès, à maintenir le caractère d'une organisation partidaire propre aux travailleurs, tout en faisant preuve de la flexibilité nécessaire pour impulser la création d'un front ou d'un bloc anti-oligarchique qui nous

mène au succès.

Edgard Sánchez

P.-S.

* Traduction : Héctor Márquez.

* Edgard Sánchez est dirigeant du PRT et intégrant de la Commission Exécutive Nationale de l'OPT.

Notes

[1] Voir par exemple la résolution du XII^e Congrès National du PRT « Caminos en la ruta hacia la reorganización de un partido revolucionario » publiée dans le bulletin interne du PRT no 5 (2010, 34^e année) ou sur le site du PRT : <http://www.prt.org.mx/node/160> ou encore le document présenté lors du débat préparatoire par Edgard Sánchez, Andrés Lund et Alfredo López « Las definiciones del Congreso de Fundación de la OPT », duquel sont extraites quelques idées reproduites dans cet article.

[2] Les textes mentionnés précédemment peuvent être consultés sur le site du PRT : www.prt.org.mx

[3] « Vamos a la disputa por la nación » : Martín Esparza, communiqué de presse annonçant la fondation de l'OPT, signé par Humberto Montes de Oca, Secrétaire de l'Extérieur du SME, 28 août 2011.

[4] op/ cit/

[5] La Commission Exécutive Nationale est par exemple intégrée par les camarades suivants : Pedro Ramírez, Luis Miranda (PPSM), Fernando Tapia, Marcos Tello (MLN), Juventino Melgar (MUS), Magdiel Sánchez(MLN), Gerardo Domínguez, Luis Vázquez (OST), Alfredo López (PRT), Edgard Sánchez (PRT), Manuel Munguía, David Escobar, Rodolfo Somera, Camilo Valenzuela (REDIR-PRD), Humberto Martínez Brizuela (OST), Isabell Cauzard (MLN), Pedro Castillo (Rumbo Proletario), Juan Campos (PPSM), Cuauhtémoc Amezcua (PPSM), Jorge Cázares (Sección XVIII del SNTE), Antonio Rodríguez (SME), José Gómez Beristain (SME), Héctor Becerra (SME), José Antonio Almazán (SME), Humberto Montes de Oca (SME) y Martín Esparza Flores (SME). Partido Popular Socialista de México (PPSM) est le vieille parti stalinienne fondéé par Lombardo Toledano, Movimiento de Liberación Nacional (MLN) est un courant politique, de origin maoïste, presente en divers mouvements sociales, Organización Socialista de Trabajadores (OST) est un courant trotskyste lambertiste, Red de Izquierda Revolucionaria (REDIR est un courant politique du PRD et

aussi Rumbo Proletario.

[6] Guillermo Almeyra : « Sobre cartas, éticas y política » publié dans /*La Jornada */du 11 septembre 2010 : « Il est avant tout nécessaire d'impulser la tentative du SME, d'autres syndicats et de groupes de gauche, de donner vie à une OPT, c'est-à-dire à un parti des travailleurs et de leurs organisations, doté d'un programme anticapitaliste et anti-impérialiste, lequel représenterait un progrès dans l'indépendance face aux parti pro capitalistes et à l'État ».

[7] « Una nueva oportunidad en la construcción de un partido revolucionario » Résolution du Congrès Extraordinaire du PRT, juillet 2009, publié dans /*Desde los 4 puntos */No 58, décembre 2009